

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Société Tunisienne des Industries Pneumatiques -STIP-

Siège social : Centre urbain nord boulevard de la terre 1003 Tunis EL KHADHRA

La société Tunisienne des Industries Pneumatiques –STIP- publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2006 tels qu'ils ont été soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenu le 26 octobre 2007. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, M Hergli Mohamed Néji (Financial Auditing et Consulting) et M Chérif Mohamed Zinelabidine (AMC Ernst & Young).

Bilan Consolidé (Exprimé en Dinars Tunisiens)

		Solde au 31 Décembre	
Actifs	Notes	2006	2005 ^(*)
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		13 985 396	13 790 550
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(4 526 382)	(3 763 691)
	IV.1.	9 459 015	10 026 859
Immobilisations corporelles		177 153 072	177 010 338
- Amortissements des immobilisations corporelles		(100 817 572)	(90 118 559)
	IV.1.	76 335 500	86 891 779
Immobilisations financières		333 867	408 009
-Provision pour dépréciation des immobilisations financières		-	-
		333 867	408 009
Total des actifs immobilisés		86 128 382	97 326 647
Autres actifs non courants		990	556 766
Total des actifs non courants		86 129 372	97 883 413
Actifs courants			
Stocks		34 020 752	36 960 101
-Provisions pour dépréciation des stocks		(1 536 699)	(1 435 075)
	IV.2.	32 484 052	35 525 026
Clients et comptes rattachés		38 256 674	47 881 633
-Provisions pour dépréciation des comptes clients		(16 882 160)	(15 313 767)
	IV.3.	21 374 514	32 567 866
Autres actifs courants	IV.4	17 363 637	24 495 904
Liquidités et équivalents de liquidités		7 625 702	6 166 442
Total des actifs courants		78 847 905	98 755 239
Total des actifs		164 977 277	196 638 652

^(*) Les données de l'exercice clos le 31 décembre 2005 ont été retraitées à des fins comparatives.

Bilan Consolidé
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

		Solde au 31 Décembre	
Capitaux propres et passifs	Notes	2006	2005^(*)
Capitaux propres			
Capital social		42 078 240	42 078 240
Actions propres		(325 774)	(325 774)
Réserves consolidées		(43 231 452)	(11 381 479)
Autres capitaux propres consolidés		8 678 904	8 427 687
Résultat de l'exercice, part du groupe		(33 695 507)	(31 753 461)
Total des capitaux propres	IV.5.	(26 495 589)	7 045 213
Intérêts minoritaires dans autres capitaux propres		3 598 357	3 185 324
Intérêts minoritaires dans résultat		(520 383)	417 863
Total des intérêts minoritaires	IV.6.	3 077 973	3 603 186
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts et dettes assimilées	IV.7.	39 003 629	45 261 176
Autres passifs non courants		844 649	844 649
Provisions pour risques et charges		4 910 112	1 120 112
Total des passifs non courants		44 758 390	47 225 938
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.8.	16 607 675	20 680 567
Autres passifs courants	IV.9.	17 836 211	21 376 234
Concours bancaires et autres passifs financiers	IV.10.	109 192 616	96 707 513
Total des passifs courants		143 636 502	138 764 315
Total des passifs		188 394 892	185 990 253
Total des capitaux propres et des passifs		164 977 277	196 638 652

^(*) Les données de l'exercice clos le 31 décembre 2005 ont été retraitées à des fins comparatives.

Etat de résultat Consolidé
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Exercice de 12 mois clos le			
	Notes	31/12/2006	31/12/2005^(*)
Produits d'exploitation			
Revenus	IV.11.	80 834 398	114 224 911
Autres produits d'exploitation		521 541	362 947
Production immobilisée		-	96 157
Total des produits d'exploitation		81 355 939	114 684 016
Charges d'exploitation			
Variation des stocks de produits finis et des encours		5 498 314	4 588 390
Achats de marchandises consommés	IV.12.	8 076 254	14 445 538
Achats d'approvisionnements consommés	IV.13.	43 000 274	62 922 194
Charges de personnel	IV.14.	22 936 602	24 009 492
Dotations aux amortissements et aux provisions		17 752 063	15 520 777
Autres charges d'exploitation		8 245 806	10 696 955
Total des charges d'exploitation		105 509 313	132 183 344
Résultat d'exploitation		(24 153 373)	(17 499 329)
Charges financières nettes		10 267 844	13 149 287
Produits des placements		5 580	429
Autres gains ordinaires		1 062 652	36 511
Autres pertes ordinaires		645 126	176 588
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(33 998 111)	(30 788 265)
Impôt sur les bénéfices		217 779	547 334
Résultat des activités ordinaires après impôt		(34 215 890)	(31 335 599)
Eléments extraordinaires		-	
Part revenant aux intérêts minoritaires		520 383	(417 863)
Résultat de l'exercice, part du groupe		(33 695 507)	(31 753 461)

^(*) Les données de l'exercice clos le 31 décembre 2005 ont été retraitées à des fins comparatives.

**Etat des flux de trésorerie consolidé
(Exprimé en Dinars Tunisiens)**

Notes	Exercice de 12 mois clos le	
	31/12/2006	31/12/2005 ^(*)
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net	(34 215 890)	(31 335 599)
- Ajustements pour:		
Dotations aux amortissements et aux provisions	18 659 219	17 664 130
Reprises sur provisions et amortissements	(825 351)	(2 182 064)
Différence de change sur liquidités et équivalents de liquidités	(2 287)	(28 541)
Transfert de charges	13 396	-
Plus value de cession des immobilisations corporelles	(23 330)	(25 170)
Moins value sur cession des immobilisations corporelles	123 984	146 437
- Variations des :		
Stocks	2 939 350	11 678 407
Créances	5 625 559	(10 649 570)
Autres actifs courants	6 972 814	(494 267)
Fournisseurs et autres dettes	(2 192 884)	4 951 097
Ecart de conversion	1 180 780	1 294 345
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(1 744 639)	(8 980 794)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décassement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(520 632)	(1 505 647)
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	23 330	12 725
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	112 498	(91 515)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(35 627)	-
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(420 432)	(1 584 437)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Encaissements provenant des emprunts	-	5 062 269
Décaissement pour remboursement des emprunts	(3 053 139)	(3 472 091)
Dividendes versés	(85 929)	-
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 139 068)	1 590 178
Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités		
	2 287	28 541
Incidence de la conversion des flux de trésorerie des filiales étrangères		
	(354 189)	-
Variation de trésorerie	IV.15	(5 656 041)
Trésorerie au début de l'exercice	(23 858 836)	(14 912 324)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(29 514 878)	(23 858 836)

(*) Les données de l'exercice clos le 31 décembre 2005 ont été retraitées à des fins comparatives

NOTES AUX ETATS FINANCIERS**Présentation du Groupe****STRUCTURE JURIDIQUE DES SOCIETES DU GROUPE**

Le groupe « STIP » est composé de quatre sociétés qui sont :

- La société STIP SA qui est une société anonyme, créée le 21 juillet 1980. Son capital est de 42 078 240 DT.

La société est réputée commerçante et est régie par la réglementation Tunisienne, ainsi que les dispositions de ses statuts qui prévoient comme objet principal, la fabrication et la commercialisation de pneumatiques et de tous autres articles en caoutchouc manufacturé.

Suite à son acquisition de la société SONAP, la STIP est devenue, à partir de juillet 1991, l'unique producteur de pneumatiques en Tunisie.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun et bénéficie à ce titre des avantages fiscaux relatifs à l'exportation de biens et de services.

L'assemblée générale extraordinaire du 12 octobre 2001, a décidé l'ouverture du capital par offre publique de vente. Cette opération a porté sur 382 529 actions représentant 10% du capital social.

La société SOMACOP est une société anonyme constituée en 1983. Son capital a été augmenté à plusieurs reprises pour être porté, au 31 décembre 2006, à 595 000 DT.

La société a pour objet le commerce de tout article en pneumatique et industriel, la vulgarisation du caoutchouc et de ses dérivés et la commercialisation de tous articles et matériels se rapportant à la manutention ainsi que tous les accessoires se rapportant à ladite activité.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun.

- La société SOMACOP PLUS est une société à responsabilité limitée constituée en 1998 avec un capital de 10 000 DT.

La société a pour objet le commerce de tout article de pneumatiques de caoutchouc industriel, la promotion, la vente, la réparation et la vulcanisation du pneumatique, de ses dérivés et ses composantes ainsi que l'entretien et la maintenance des véhicules et plus particulièrement des pneumatiques et tout organe ayant un rapport direct ou indirect avec ceux-ci.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun.

- La société SMTP Amine est une société anonyme de droit marocain, constituée en 1997. Son capital est 7 152 737,555 DT au 31/12/2006 (55 943 00 DM).

La société a pour objet l'achat, la vente et l'importation de pneumatiques de toutes dimensions sur l'ensemble du territoire marocain ainsi que le service après vente des pneumatiques.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit fiscal marocain.

PARTICIPATION ET ORGANIGRAMME DU GROUPE

Les participations de la société STIP dans ses filiales se détaillent comme suit :

- La STIP détient 59 493 actions sur les 59 500 actions composant le capital de la SOMACOP, soit un pourcentage de contrôle de 99,99%.
- La SOMACOP détient 1 998 parts des 2 000 parts sociales composant le capital social de la SOMACOP PLUS, soit un pourcentage de contrôle de 99,90%.
- La STIP détient 363 975 actions des 559 430 actions composant le capital de la SMTP Amine, soit un pourcentage de contrôle de 65,06%.

Référentiel comptable**DECLARATION DE CONFORMITE**

Les états financiers consolidés relatifs à la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2006 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, et notamment les normes comptables (NCT 35 à 39) relatives à la consolidation.

Aux fins d'intégration, la conversion en monnaie de présentation (Dinar Tunisien) des comptes des filiales étrangères, est effectuée conformément à la norme internationale d'information financière IAS 21 « *Effets des variations des cours en monnaies étrangères* ».

La similarité des cadres conceptuels du référentiel national et international a justifié le recours à ladite norme, en l'absence de dispositions normatives explicites dans le système comptable des entreprises.

Périmètre, Méthodes et Règles de consolidation

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes individuels de la STIP et de toutes les filiales contrôlées par celle-ci.

Sont exclues du périmètre de consolidation les entreprises pour lesquelles les titres de participation ont été acquis uniquement en vue d'une cession ultérieure dans un avenir proche. Lorsque des restrictions sévères et durables mettent en cause la capacité du groupe à contrôler la politique d'exploitation et les actifs d'une filiale ou d'une participation, celle-ci est également exclue du périmètre de consolidation.

Par rapport à l'exercice clos le 31 Décembre 2005, le périmètre de consolidation n'a connu aucune variation et comprend quatre sociétés intégrées globalement au 31 décembre 2006 :

Les entreprises retenues dans le périmètre de consolidation, le pourcentage de contrôle, et le pourcentage d'intérêt revenant au groupe se présentent comme suit :

	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Mère			
Société Tunisienne des Industries Pneumatiques	IG	100,00%	100,00%
Filiales			
SOMACOP	IG	99,99%	99,99%
SOMACOP PLUS	IG	99,90%	99,89%
SMTP Amine	IG	65,06%	65,06%

IG: Intégration globale

METHODES DE CONSOLIDATION

- *Sociétés consolidées par intégration globale*

Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale, y compris les entreprises à structure de comptes différente.

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financière et opérationnelle de cette filiale afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans l'entreprise consolidée,
- soit de la désignation de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une filiale en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Le contrôle est en outre présumé exister ; dès lors qu'une entreprise détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.

La méthode de l'intégration globale a été appliquée conformément à la démarche suivante :

- Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Les opérations réciproques entre sociétés du groupe sont éliminées d'une manière symétrique
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.
- La valeur comptable de la participation du groupe dans chaque filiale et la quote-part du groupe dans les capitaux propres sont éliminées pour déterminer les réserves consolidées et la part des minoritaires dans les réserves.

Les pertes revenant aux minoritaires dans une filiale consolidée peuvent être supérieures aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale. Cet excédent et toutes les pertes futures relatives aux minoritaires sont imputés aux intérêts majoritaires sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes et sont capables de le faire. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, les intérêts majoritaires se voient allouer la totalité de ces bénéfices jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires antérieurement imputée aux majoritaires ait été recouvrée.

REGLES DE CONSOLIDATION

- *Coût d'acquisition des titres, écart d'acquisition et écart d'évaluation*

Coût d'acquisition des titres

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur majoré des coûts considérés comme significatifs directement imputables à l'acquisition, nets de l'économie d'impôts correspondante.

Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation des actifs et passifs de l'entreprise acquise, sont amortis linéairement sur une période qui ne peut excéder vingt ans, spécifiquement définie en fonction des conditions particulières à chaque acquisition.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition sont identifiés et constatés en actif selon le cas, soit en immobilisations incorporelles pour les filiales intégrés globalement, soit en titres mis en équivalence pour les autres entreprises.

Ecart d'évaluation

Les écarts d'évaluation correspondant aux différences entre la valeur d'entrée réestimée dans le bilan consolidé des actifs, passifs de l'entreprise acquise et la valeur comptable de ces éléments sont comptabilisés selon les règles communes applicables aux éléments correspondants.

- *Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée*

L'augmentation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire amorti selon les règles précisées ci-dessus. La baisse du pourcentage d'intérêt dans une entreprise restant consolidée, notamment à la suite d'une opération sur le capital dilutive pour la société du groupe détenant la participation dans ladite entreprise, donne lieu à un amortissement complémentaire de l'écart d'acquisition.

- *Opérations réciproques*

Les comptes réciproques, ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés, sont éliminés lorsqu'ils concernent des entités faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

- *Actions émises par la STIP détenues par le groupe*

Les actions émises par la STIP et acquises avec pour objectif de régulariser les cours ou encore celles qui sont détenues par le groupe sont portées en réduction des capitaux propres consolidés pour leur valeur d'acquisition ; dans l'hypothèse d'une cession ultérieure de ces titres, le résultat de cession et l'impôt correspondant sont inscrits dans les capitaux propres consolidés.

- *Conversion des états financiers individuels des filiales étrangères*

Le résultat et la situation financière de la SMTP, établie au Maroc, et libellés en Dirham Marocain (Monnaie fonctionnelle) ont été être convertis en Dinar Tunisien (Monnaie de présentation), en utilisant les procédures suivantes :

Les actifs et les passifs de chaque bilan présenté (y compris à titre comparatif) ont été convertis au cours de clôture à la date de chacun de ces bilans ;

Les produits et les charges de chaque compte de résultat (y compris à titre comparatif) ont été convertis au cours de change moyen pour la période ; et

Tous les écarts de change en résultant ont été portés en capitaux propres sous rubrique distincte intitulée « Ecart de conversion ».

Les écarts de change cumulés provenant de la conversion et attribuables aux intérêts minoritaires sont affectés aux intérêts minoritaires et portés en tant que tels dans le bilan consolidé.

Un cours de change moyen pondéré pour la période a été utilisé pour la conversion des flux de trésorerie de la SMTP. En effet, IAS 21 n'autorise pas l'utilisation du cours de change à la date de clôture pour la conversion des flux de trésorerie d'une filiale étrangère.

DATE DE CLOTURE

La date de clôture retenue pour l'arrêté des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Le groupe a accusé une perte nette consolidée de 33.695.507 DT pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, portant les capitaux propres consolidés arrêtés à cette date à la somme négative de 26.495.589 DT.

Sur une base consolidée, le passif exigible était, au 31 décembre 2006, supérieur de 64.788.597 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 23.417.615 DT au total de l'actif.

Cette situation est due à des facteurs endogènes et surtout exogènes ayant affecté la compétitivité commerciale, la performance économique et l'équilibre financier de la société.

Dans ce contexte, la société mère a entamé un processus de recherche de solutions stratégiques visant la restructuration de la société et le rétablissement de son équilibre financier. Ce processus, encadré par les pouvoirs publics, comprend, notamment :

- Le rééchelonnement d'une partie de l'endettement bancaire et l'abandon des intérêts de retard par les bailleurs de fonds. La conversion en capital d'une partie de l'endettement bancaire.
- Le cautionnement, par la Banque Nationale Agricole, la Société Tunisienne des Banques et la Banque de l'Habitat, de la ligne de crédit consentie par la Banque Islamique de Développement « BID » pour 25 millions de dollars US.
- Le rééchelonnement de la dette de la société envers la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.
- La restitution, par l'Etat, du crédit de TVA et de droits de douanes.
- La cession des immobilisations non nécessaires à l'exploitation.
- La réduction de l'effectif de la société et l'indemnisation du personnel partant.

Toutefois, et malgré la tenue d'un conseil inter ministériel pour examiner le dossier de restructuration de la société mère, aucune mesure concrète n'a été prise pour assainir la situation financière de la société.

Cette situation fait peser des doutes sur la capacité du groupe à poursuivre ses activités.

Nonobstant les incertitudes précitées, les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus en matière de continuité de l'exploitation qui prévoient que le groupe sera en mesure de réaliser ses éléments d'actif et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal des affaires.

En conséquence, les états financiers consolidés ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique. Les autres méthodes d'évaluation les plus significatives se résument comme suit:

UNITE MONETAIRE

Les états financiers consolidés sont établis en Dinar Tunisien.

Les états financiers individuels des filiales étrangères ont été intégrés en appliquant les procédures de conversion décrites ci-avant (Cf. III.3).

Les soldes des opérations libellées en monnaie étrangères réalisées par les entités dont la monnaie fonctionnelle est le Dinar Tunisien, ont été convertis au cours de clôture et les gains et pertes de change ont été imputés directement aux résultats conformément aux dispositions de la norme NC 15 relative aux opérations en monnaies étrangères.

IMMOBILISATIONS

Seuls les éléments répondant aux critères de prise en compte d'un actif ont été immobilisés.

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée qui comprend le prix d'achat augmenté des droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs tels que les commissions et courtages, les frais de transit, les frais de préparation du site, les frais de livraison, de manutentions initiales et les frais d'installation.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisations effectives de chaque immobilisation suivant le système linéaire et sur la base des taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	33%
Know How	10%
Fonds de commerce	5%
Constructions	2,5% à 5%
Installations, Agencements et Aménagements des constructions	10%
Matériel et outillage industriel	10%
Matériel informatique	15%
Matériel de transport	20%
Mobilier et matériel de bureau	10%

La société mère a réévalué ses immobilisations au cours de l'exercice 1996. Cette opération a été faite sur la base des indices de réévaluation fixés par le décret 90-905 du 04 juin 1990 et a permis de dégager une réserve spéciale de réévaluation de D: 7 705 346, inscrite parmi les capitaux propres.

Les valeurs nettes comptables des immobilisations réévaluées sont amorties linéairement aux taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux
Constructions	2,5% à 5%
Matériels et outillages industriels	20%

STOCKS

Les valeurs d'exploitation comprennent les matières premières, les matières consommables, les pièces de rechanges, les produits en cours, les produits finis et les marchandises. Ils sont valorisés au coût standard d'achat ou de production qui sont calculés au début de chaque année sur la base des prévisions budgétaires.

A la clôture de l'exercice les coûts standard prévisionnels sont corrigés en fonction de l'évolution du coût de la matière première.

En matière de provision sur stock de produits finis, il est procédé comme suit:

- Pour le stock de pneus destinés à l'exportation (essentiellement agricoles) dont la valeur de réalisation nette est inférieure au coût de production ; une provision égale à la différence est constatée.

- Pour les produits finis fabriqués pour le compte de la société " Pirelli" et qui sont facturés à un prix conventionnel, une provision égale à la différence entre le prix de vente et le coût standard de production a été constituée.

EMPRUNTS

Le principal des emprunts est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est classée parmi les passifs courants.

Notes explicatives du bilan et de l'état de résultat**LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent au 31/12/2006 à 9 459 015 DT. Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent au 31/12/2006 à 76 335 500 DT. Elles sont analysées dans le tableau suivant :

Désignation	Valeur brute 31/12/2005	Acquisitions	Transfert	Cession et autres	Valeur brute au 31/12/2006	Amortisse - ments cumulés au 31/12/2005	Dotations 2006	Cessions et régularisations	Amortisse - ments cumulés au 31/12/2006	VCN au 31/12/2006
Immobilisations incorporelles										
-Know How	7 004 062	-	-	-	7 004 062	(3 028 111)	(532 839)	-	(3 560 949)	3 443 113
-Logiciels	575 965	20 202	-	-	596 167	(381 567)	(191 319)	-	(572 886)	23 281
-Fonds commercial	6 161 257	-	-	-	6 161 257	(354 014)	(38 135)	-	(392 149)	5 769 109
-En cours	16 425	-	-	-	16 425	-	-	-	-	16 425
-Avance sur cdes	32 840	-	-	-	32 840	-	-	-	-	32 840
- Ecart de conversion					174 645	-	-	-	(398)	174 246
Sous-total (I)	13 790 550	20 202	-	-	13 985 396	(3 763 691)	(762 292)	-	(4 526 382)	9 459 015
Immobilisations corporelles										
-Terrains	1 292 848	75 250	-	-	1 368 098	-	-	-	-	1 368 098
-Constructions	24 869 690	-	22 681	-	24 892 371	(9 635 036)	(847 613)	-	(10 482 649)	14 409 721
-Constructions réévaluées	999 739	-	-	-	999 739	(523 537)	(17 075)	-	(540 612)	459 127
-Agencement et aménagts des constructions	3 069 451	-	-	-	3 069 451	(1 604 838)	(274 010)	-	(1 878 848)	1 190 603
-Matériel & outillages industriels	99 659 134	87 317	147 268	(275 959)	99 617 760	(35 779 618)	(9 131 105)	142 997	(44 767 726)	54 850 034
-Matériel & outill. industriels réévalués	37 882 768	-	-	-	37 882 768	(37 882 768)	-	-	(37 882 768)	-
-Matériel de transport	2 229 926	-	-	(171 533)	2 058 394	(2 057 458)	(117 269)	150 683	(2 024 044)	34 349
-Matériel informatique	1 292 991	37 860	-	-	1 330 851	(902 573)	(106 978)	-	(1 009 551)	321 300
-Agencement, Aménagts & Installations	3 945 569	1 823	-	(2 397)	3 944 995	(1 326 454)	(366 153)	2 397	(1 690 211)	2 254 784
-Equipement de bureau	673 680	4 159	-	(10 819)	667 020	(406 277)	(44 763)	1 500	(449 541)	217 479
-En cours	300 853	-	(169 948)	(13 396)	117 509	-	-	-	-	117 509
-Avance sur cdes(all-steel)	793 689	56 019	-	-	849 708	-	-	-	-	849 708
- Ecart de conversion					354 408				(91 622)	262 787
Sous-total (II)	177 010 338	262 428	-	(474 103)	177 153 072	(90 118 559)	(10 904 968)	297 576	(100 817 572)	76 335 500
Total (I+II)	190 800 888	282 630	-	(474 103)	191 138 468	(93 882 250)	(11 667 260)	297 576	(105 343 954)	85 794 515

Les écarts de conversion sont relatifs aux immobilisations de la SMTP.

Stocks

Les stocks affichent au 31/12/2006 un solde brut de 34 020 752 DT contre un solde brut de 36 960 101 DT au 31/12/2005. La provision pour dépréciation des stocks s'élève à 1 536 699 DT au 31/12/2006 et à 1 435 075 DT au 31/12/2005 soit un solde net des stocks au 31/12/2006 de 32 484 052 DT et de 35 525 026 DT au 31/12/2005.

Les stocks se détaillent dans le tableau qui suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Matières premières	12 415 505	6 548 412	5 867 094
Autres approvisionnements	5 847 942	6 217 484	(369 542)
Stock de marchandises	5 029 111	8 084 427	(3 055 316)
Produits finis	8 411 768	14 126 088	(5 714 320)
Stock d'en-cours de productions de biens	2 316 424	1 983 691	332 733
Total brut des stocks	34 020 752	36 960 101	(2 939 351)
- Provision pour dépréciation	(1 536 699)	(1 435 075)	(101 624)
Total valeur nette	32 484 052	35 525 026	(3 040 975)

LES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les clients et comptes rattachés affichent une valeur brute au 31/12/2006 de 38 256 674 DT contre 47 881 633 DT au 31/12/2005. La provision pour dépréciation des créances clients s'élève au 31/12/2006 à 16 882 160 DT contre 15 313 767 DT au 31/12/2005.

La valeur nette des clients et comptes rattachés s'élève ainsi à 21 374 514 DT au 31/12/2006 et à 32 567 866 DT au 31/12/2005. Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Clients locaux	8 018 424	12 326 866	(4 308 442)
Clients étrangers	21 494 365	29 904 159	(8 409 794)
Clients, effets à recevoir	484 539	163 710	320 828
Clients douteux	8 259 347	5 486 898	2 772 449
Total	38 256 674	47 881 633	(9 624 959)
- Provision pour dépréciation	(16 882 160)	(15 313 767)	(1 568 393)
Total valeur nette	21 374 514	32 567 866	(11 193 352)

LES AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur brute des autres actifs courants s'élève au 31/12/2006 à 17 363 637 DT contre 24 495 904 DT au 31/12/2005. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Fournisseurs débiteurs	1 411 249	1 884 385	(473 136)
Personnel et comptes rattachés	110 777	322 396	(211 620)
Etat et comptes rattachés	15 632 450	21 638 606	(6 006 156)
Comptes courants associés	168 536	111 930	56 605
Autres débiteurs	180 390	232 872	(52 482)
Comptes de régularisation actif	264 504	528 827	(264 324)
Provision pour dépréciation	(404 268)	(223 113)	(181 155)
Total	17 363 637	24 495 904	(7 132 267)

CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres consolidés ont passé de 7 045 213 DT au 31/12/2005 à (26 495 589) DT au 31/12/2006. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Capital social	42 078 240	42 078 240	
Total 1	42 078 240	42 078 240	
Réserve légale	2 419 912	2 419 912	
Réserves spéciales	2 603 050	2 603 050	
Réserve spéciale de réévaluation	7 705 346	7 705 346	
Ecart de conversion	973 558	722 341	
Résultats reportés	(48 254 414)	(58 482 681)	10 228 268
Total 2	(34 552 548)	(2 953 792)	(14 822 896)
Actions propres	(325 773)	(325 773)	
Total 3	(325 773)	(325 773)	
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	7 199 919	38 798 675	(31 598 756)
Résultat net des sociétés intégrées	(34 215 890)	(31 335 599)	(17 030 007)
Part revenant aux intérêts minoritaires	520 383	(417 863)	(86 433)
Total des capitaux propres après affectation du résultat	(26 495 589)	7 045 213	(33 540 801)
Résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société mère	(33 695 507)	(31 753 461)	
Actions ordinaires en circulation	4 207 824	4 207 824	
Résultat par action (de base et dilué)	-8,008	-7,546	

INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires ont passé de 3 603 186 DT au 31/12/2005 à 3 077 973 DT au 31/12/2006. Ils se détaillent comme suit :

En DT	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005
Dans capital et réserves	3 075 555	2 797 425
Dans écart de conversion	522 802	387 898
Dans le résultat	(520 383)	417 863
Total	3 077 973	3 603 186

EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES

Les emprunts affichent au 31/12/2006 un solde de 39 003 629 DT contre un solde de 45 261 176 DT au 31/12/2005 et sont détaillés ainsi :

En DT	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005
Echéances à plus d'un an sur emprunts STIP ⁽²⁾	35 614 460	44 994 335
Echéances à plus d'un an sur emprunts SMTP	-	266 841
Echéances à plus d'un an sur dettes STIP envers CNSS ⁽¹⁾	3 389 169	-
Total	39 003 629	45 261 176

(1) Il s'agit des échéances à plus d'un an au titre des dettes de la STIP envers la CNSS portant sur 4 498 530 DT et rééchelonnées sur cinq ans.

(2) Les échéances à plus d'un an et celles à moins d'un an sur emprunts bancaires contractés par la STIP se présentent comparativement comme suit :

BILLETS/FONDS	durée	Franchise	Taux	Océit initial	Situa.31 décembre 2005				Exercice 2006		Situa.31 décembre 2006			
					Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an	Échéances impayées	Total	Remboursements	Retardements	Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an	Échéances impayées	Total
UBOcéit: 128988(00)	7ans	2ans	4,0000%	400000	81635	18140	(	99775	18140	18140	63494	18140	(	81635
UBOcéit: 6255528	7ans	2ans	4,0000%	'	4235	9600	(	52840	9600	9600	36270	9600	(	4235
UBOcéit: 147452400	7ans	2ans	4,0000%	'	9790	21060	-	119550	21060	21060	73725	21060	-	9790
UBOcéit: 7868893	7ans		4,0000%	'	51022	11330	-	62350	11330	11330	36694	11330	-	51022
SIBOcéit: 2063027,120	15ans	3ans	9,2200%	1400000	183514	17190	8590	206302	-	17190	163230	17190	25780	206302
SIBOcéit: 232171477	15ans	3ans	9,2200%	'	212500	19760	4940	232171	-	19760	192730	19760	24710	232171
SIBOcéit: 338916778	15ans	3ans	9,2200%	'	239904	27990	13990	338900	-	27990	269130	27990	49860	338900
SIBOcéit: 125894625	15ans	2ans	9,2200%	'	110540	10040	-	120580	-	10040	100490	10040	10040	120580
SIBOcéit: 23256236	15ans	2ans	9,2300%	'	200753	18250	13680	232690	-	18250	182500	18250	31930	232690
SIBOcéit: 262743764	15ans	2ans	9,2300%	'	222323	20210	15150	256990	-	20210	202110	20210	35360	256990
SIBOcéit: 500000000	7ans	-	7,3120%	500000	250000	74200	74200	398570	-	74200	176570	74200	148570	398570
BSOcéit: 200000000	7ans	2ans	6,9950%	200000	100462	38180	9140	155100	37650	41060	69600	41060	9812	155100
BSOcéit: 100000D	20mois		6,7500%	200000	111860	66313	5097	79170	58230	111860	(0	111860	10900	22030
BSOcéit: 170000D					-	15804	14530	30142						
AnerBankOcéit: 220000000	12ans	2ans	6,9025%	700000	189120	16070	-	205200	-	17420	171700	17420	16070	205200
AnerBankOcéit: 800000D	12ans	2ans	6,9025%	'	68750	5850	-	74600	-	6320	62420	6320	5850	74600
AnerBankOcéit: 400000	10ans	2ans	4,0000%		386600	28020	-	386670	-	30420	328220	30420	28020	386670
AMINBANK: 120000D	3ans		7,0000%		82792	3200	-	120000	-	3940	4840	3940	3200	120000
AIBOcéit: 100000000	5ans	1an	6,9025%	400000	20000	20000	-	40000	20000	20000	-	20000	-	20000
AIBOcéit: 150000000	5ans		6,9025%		31570	31570	-	63150	31570	31570	-	31570	-	63150
AIB: Océit: 90000000	5ans				18940	18940	-	37890	18940	18940	-	18940	-	37890
AIB: Océit: 60000000D	5ans				12630	12630	-	25260	12630	12630	-	12630	-	25260
EFTOcéit: 300000000	7ans	2ans	6,9025%	300000	166630	55450	8810	300000	-	55450	100090	55450	133630	300000
UBOcéit rééchelonné: 3555000D	6ans		6,0000%		290840	64630	-	355500	-	64630	226210	64630	64630	355500
UBOcéit rééchelonné: 45000D	25ans		7,0000%		22000	22000	-	44000	-	22000	-	22000	22000	44000
BKCOcéit: 600000000	12ans	2ans	7,9950%	600000	435000	60000	-	495000	-	60000	375000	60000	60000	495000
BKCOcéit rééchelonné: 1000000D			7,0000%		100000	-	-	100000	-	14400	96000	14400	-	100000
BNAOcéit: 842000000	7ans	2ans	6,9025%	1000000	505440	168480	168480	842400	-	168480	339900	168480	339900	842400
BNAOcéit: 156000000D	7ans		6,0000%		118200	31520	7800	156000	-	31520	86680	31520	39400	156000
BNAOcéit: 440000D	18M		8,0000%	440000	-	127460	234730	369930	-	-	-	-	369930	369930
BAT250000D	7ans	2ans	7,0000%	250000	19470	46190	19040	250000	-	46190	148570	46190	55230	250000
BHOcéit: 247000D	10ANS		8,2000%	247000	247000	-	-	247000	-	-	247000	-	-	247000
Total				6415700	449430	105450	64062	623940	23780	93980	358440	93980	149715	598145

LES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés est de 16 607 675 DT au 31/12/2006 contre 20 680 567 DT au 31/12/2005. Cette rubrique se détaille dans ce qui suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>			
Fournisseurs locaux	5 324 250	6 455 999	(1 131 749)
Fournisseurs étrangers	8 314 837	10 634 782	(2 319 946)
Fournisseurs locaux, retenus de garantie	1 541	1 541	-
Fournisseurs, factures non parvenues	1 433 540	1 895 136	(461 596)
Fournisseurs locaux, effets à payer	874 811	962 624	(87 813)
Fournisseurs étrangers, effets à payer	20 576	36 942	(16 366)
Total des fournisseurs d'exploitation	15 969 555	19 987 025	(4 017 470)
<i>Fournisseurs d'immobilisations</i>			
Fournisseurs locaux	258 026	300 949	(42 923)
Fournisseurs étrangers	174 461	174 461	-
Fournisseurs locaux, retenus de garantie	205 632	218 133	(12 500)
Total des fournisseurs d'immobilisations	638 120	693 543	(55 423)
Total	16 607 675	20 680 567	(4 072 893)

LES AUTRES PASSIFS COURANTS

Le total des autres passifs courants s'élève au 31/12/2006 à 17 836 211 DT et à 21 376 234 DT au 31/12/2005 et se détaille ainsi :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Clients débiteurs	2 931 399	3 406 849	(475 450)
Personnel et comptes rattachés	4 426 958	3 418 303	1 008 655
Etat et comptes rattachés	5 522 650	8 324 336	(2 801 687)
Comptes courants associés	1 387 602	1 264 043	123 559
Autres créditeurs	2 555 426	3 685 437	(1 130 012)
Comptes de régularisation passif	1 006 777	681 445	325 332
Provisions courantes pour risques et charges	5 401	595 820	(590 419)
Total	17 836 211	21 376 234	(3 540 022)

LES CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31/12/2006 à 38 313 572 DT contre 17 405 143 DT au 31/12/2005. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Échéances à moins d'un an sur emprunts non courants	38 313 572	17 405 143	20 908 429

Emprunts courants	26 944 992	45 053 736	(18 108 744)
Intérêts courus	6 826 606	4 038 147	2 788 459
Services bancaires	40 000	40 000	-
Banques	37 067 445	30 170 488	6 896 958

Total	109 192 616	96 707 513	12 485 102
--------------	--------------------	-------------------	-------------------

LES REVENUS

Les revenus réalisés au cours de 2006 s'élèvent à 80 834 398 DT contre 114 224 911 DT réalisés au cours de 2005.
Les revenus se détaillent dans ce qui suit :

Exercice de 12 mois clos au			
Libellé	31/12/2006	31/12/2005	Variation
<i>Ventes locales</i>			
Ventes locales de produits finis	39 011 038	46 058 526	(7 047 488)
Ventes locales de marchandises	-	20 524	(20 524)
Ventes de produits intermédiaires	486 471	529 612	(43 141)
Ristournes sur ventes	(1 864 643)	(1 848 073)	(16 570)
Total des ventes locales	37 632 865	44 760 588	(7 127 723)
<i>Ventes à l'export</i>			
Exportation de produits finis	41 776 706	66 554 755	(24 778 049)
Exportation de produits finis Pirelli	1 712 848	3 571 738	(1 858 890)
Exportation de services	582 616	422 064	160 552
Ristournes sur ventes accordées	(870 637)	(1 084 234)	213 597
Total des ventes à l'export	43 201 533	69 464 323	(26 262 790)
Total	80 834 398	114 224 911	(33 390 513)

LES ACHATS DE MARCHANDISES CONSOMMES

Les achats de marchandises consommés se détaillent comme suit :

Exercice de 12 mois clos au			
Libellé	31/12/2006	31/12/2005	Variation
Achats de marchandises	4 912 187	10 099 732	(5 187 545)
Variation de stocks de marchandises	3 164 067	4 345 806	(1 181 739)
Total	8 076 254	14 445 538	(6 369 284)

LES ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES

Les achats d'approvisionnement consommés se détaillent comme suit :

Exercice de 12 mois clos au			
Libellé	31/12/2006	31/12/2005	Variation
Achats de matières premières	45 666 707	55 298 757	(9 632 050)
Variation de stocks de matières premières	(5 497 553)	3 529 413	(9 026 966)

Sous –total (1)	40 169 154	58 828 170	(18 659 016)
Achats de fournitures et de matières consommables (2)	2 831 120	4 094 023	(1 262 903)
Total (1)+(2)	43 000 274	62 922 194	(19 921 919)

LES CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel encourus au cours de 2006 s'élèvent à 22 936 602 DT contre 24 009 492 DT en 2005.
Elles se détaillent comme suit :

Exercice de 12 mois clos au			
Libellé	31/12/2006	31/12/2005	Variation
Salaires	18 344 476	18 930 887	(586 410)
Charges sociales	4 288 781	3 466 554	822 228
Autres charges sociales	400 255	1 406 774	(1 006 519)
Fonds social	(96 912)	205 277	(302 189)
Total	22 936 602	24 009 492	(1 072 891)

TRESORERIE DE DEBUT ET DE FIN DE PERIODE

La trésorerie à la clôture de l'exercice 2006 s'élève à (29 514 878) DT contre (23 858 836) DT en 2005 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Banques	4 625 631	1 642 958	2 982 673
Caisses	237 930	101 425	136 506
Chèques à L'Encaissement	1 176 493	753 002	423 491
Effets à L'Encaissement	510 352	1 133 720	(623 367)
Effets à L'Escompte	74 381	686 572	(612 192)
Régies d'avance & accreditifs	1 000 915	2 492 108	(1 491 193)
Banques débitrices	(37 140 580)	(30 668 620)	(6 471 959)
Total	(29 514 878)	(23 858 836)	(5 656 041)

Eventualités

En application des dispositions de la loi n° 2006-25 du 15 mai 2006 relative a l'amnistie fiscale, la société mère a bénéficié, au cours de l'exercice, de l'abandon des pénalités de contrôle et de retard se rapportant à la dette fiscale constatée en vertu de la reconnaissance de dette du 23 avril 2005 relative aux impôts et taxes dus au titre de la mise en place de la technologie Pirelli.

Cet abandon a permis :

- d'une part, d'annuler la quote-part de la dette fiscale initialement comptabilisée au titre des pénalités de contrôle pour 525.907 DT en constatant un produit d'égale montant,
- d'autre part, de ne pas prendre en charge les pénalités de retard arrêtées à la date de l'abandon à 320.613 DT.

Seulement, l'abandon des pénalités prévu par la loi d'amnistie de 2006 demeure subordonné au respect du calendrier de paiement du principal de la dette s'élevant à 2.671.780 DT qui prévoit 20 échéances trimestrielles s'étendant jusqu'au 31 mars 2011 d'une valeur de 133.589 DT chacune dont 3 échues et payées en 2006. Par ailleurs, le paiement tardif d'une échéance générera une amende de retard de 1% par mois du montant de l'échéance.

Cette situation pourrait ainsi avoir pour conséquence, en cas de non paiement d'une échéance, la déchéance de l'avantage et l'acquittement, conformément aux dispositions de la loi n° 2006-25 du 15 mai 2006 relative a l'amnistie fiscale, des pénalités abandonnées majorées des amendes de retard.

En raison des difficultés de trésorerie que connaît la société mère, l'incidence finale de cette situation ne peut revêtir, qu'un caractère incertain justifiant, conformément à la norme comptable tunisienne NC 14, de mentionner le passif éventuel qui en découle et qui est estimé au 31 décembre 2006 à la somme de 846.620 DT correspondant au risque en pénalités contrôle et de retard se rapportant à la déchéance de l'avantages fiscal de l'abandon.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'audit des
états financiers consolidés- Exercice clos le 31 décembre 2006

**Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne
des Industries de Pneumatiques SA,**

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES PNEUMATIQUES** arrêtés au 31 décembre 2006, tels qu'annexés au présent rapport.

1- Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci joint de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES PNEUMATIQUES** comprenant le bilan au 31 décembre 2006 ainsi que l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à cette date.

2- La direction est responsable de l'établissement et la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. A l'exception des limitations évoquées dans les paragraphes 6 à 8 ci-dessous, nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

4- Cet audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans le groupe relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

5- Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sur les états financiers consolidés.

6- L'exécution de nos travaux d'audit a été limitée, au niveau de la société mère, par l'absence d'un inventaire physique valorisé du matériel de transport, des installations générales, agencements, aménagements divers et des équipements de bureau y compris le matériel informatique se situant au siège de Tunis et par conséquent d'un rapprochement entre les valeurs comptables de ces comptes d'actifs immobilisés et l'existant physique.

7- Nos travaux d'audit ont été également limités, au niveau de la société mère, par l'absence d'un inventaire physique des stocks de pièces de rechange de M'Saken évalués au 31 décembre 2006 à **3.746.388 DT** et par conséquent d'une assurance quant à la réalité de ladite valeur.

8- Les travaux d'audit de la filiale marocaine SMTP, ont été limités par :

- L'indisponibilité d'un inventaire physique des 73 caisses réparties entre les diverses agences de la filiale.
- Le non recours, par le commissaire aux comptes de ladite filiale à des procédures d'audit alternatives pour valider les créances envers la clientèle suite à l'absence de réponses aux demandes de confirmation, par lui, adressés aux clients circularisés.

9- Les provisions pour dépréciation des créances douteuses envers les clients telles que constituées par le groupe à la date de clôture de l'exercice portent sur la somme de 16.882.160 DT, soit 1.410.461 DT en deçà de celles requises pour la couverture des risques de non recouvrement desdites créances.

En conséquence, le résultat de l'exercice, avant déduction des intérêts minoritaires, se trouve être majoré à concurrence de l'insuffisance de la provision précitée estimée à **1.410.461 DT**.

10- A notre avis, sous réserve de ce qui est indiqué aux paragraphes 6 à 9, les états financiers consolidés de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES PNEUMATIQUES**, annexés au présent rapport, sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du groupe au 31 décembre 2006, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

11- Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci dessus, nous attirons votre attention sur l'information donnée dans la note III.5 aux états financiers soulignant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son activité.

Cette note indique que le groupe a accusé perte nette consolidée de 33.695.507 DT pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, portant les capitaux propres consolidés arrêtés à cette date à la somme négative de 26.495.589 DT.

Sur une base consolidée, le passif exigible était, au 31 décembre 2006, supérieur de 64.788.597 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 23.417.615 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, bien que la société mère a établi un plan de restructuration (prévoyant notamment une intervention des bailleurs de fonds pour restructurer et rééchelonner une partie de l'endettement, abandonner les intérêts de retard et convertir en capital une partie des emprunts ainsi qu'une intervention des pouvoirs publics pour intervenir auprès des banques agréées par la BID dans le but de cautionner le crédit BID, rééchelonner la dette de la CNSS, restituer le crédit de la TVA et les droits de douane et accorder la prime de mise à niveau) qui a été soumis à l'autorité de tutelle pour interventions nécessaires et malgré la tenue d'un conseil inter ministériel pour examiner le dossier de restructuration de la STIP, aucune mesure concrète n'a été prise, jusqu'à la date du présent rapport, pour assainir la situation financière du groupe.

Faute de renégociation des conditions de remboursement de l'ensemble de ses engagements envers les banques, de la réalisation d'une augmentation du capital et de l'obtention de la prime de mise à niveau, des doutes importants pèsent sur la continuité d'exploitation. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer inappropriée.

Fait à Tunis, le 8 octobre 2007

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young

Mohamed Zinelabidine CHERIF

Financial Auditing & Consulting

Mohamed Neji HERGLI